



Lucien Rigaux

Né le 6 mai 1991 à Uccle
Belge

lucien.rigaux@ulb.be

+32 475.41.90.19
Av. Hansen-Soulie, 126, Bruxelles

1. Formations

2015-2016

Erasmus University Rotterdam, Ghent University et Hamburg University, European Master in Law and Economics.

- Finalités en *Environmental Law and Economics* et *International and European Law and Economics*.
- Mémoire de fin d'études intitulé « The sharing Economy : a New Challenge for the Tax Systems of the European States » sous la supervision de Stefan Voigt de l'Institut de Law and Economics d'Hamburg University.
- La plus grande distinction.

2014-2015

Université libre de Bruxelles (ULB), certificats dans les cours isolés.

- Master en administration publique, cours de Finances publiques dispensé par Benoit Bayenet (17/20)
- Master en études européennes, cours de Gouvernance économique et monétaire, dispensé par Philippe Vigneron (17/20).

University of California in Irvine (MOOC sur coursera.org), certificats.

- « The Power of Macroeconomics: Economic Principles in the Real World », dispensé par Peter Navarro, grande distinction.
- « The Power of Microeconomics: Economic Principles in the Real World » dispensé par Peter Navarro, grande distinction.

Bellerbys College of Brighton, IELTS niveau C1.

- Cours préparatoires à la St Giles International of Brighton.

2012-2014

Université libre de Bruxelles (ULB), master en droit à finalité droit public.

- Mémoire de fin d'études intitulé « Le contrôle du pouvoir politique sur les entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 » sous la supervision de Dimitri Yernault
- Grande distinction, 1^{er} de la finalité droit public et 3^{ème} d'auditoire.

2009-2012

Université Libre de Bruxelles (ULB), bachelier en droit.

2008-2009

Union royale belge des sociétés de football association, brevet C animateur de football.

2003-2009

Athénée royal de Rixensart, certificat d'enseignement secondaire supérieur.

2. Langues

Français Langue maternelle	Anglais C1	Néerlandais B1/B2
--------------------------------------	----------------------	-----------------------------

3. Contrats et séjours de recherche

Octobre 2024 –
Octobre 2027

3.1 (à venir) Centre de droit public et social de l'ULB, postdoctorat.

- Projet d'étude de droit comparé portant sur les mécanismes de financement des communes et des entités fédérées dans des Etats fédéraux.

Octobre 2018 –
Octobre 2024

3.2 Centre de droit public et social de l'ULB, doctorant et assistant en droit constitutionnel et en droits et libertés.

- Obtention du grade académique de docteur en sciences juridiques (14 juin 2024) pour la thèse *La solidarité en Belgique. Une histoire des mécanismes juridiques de redistribution entre personnes et entre territoires*, sous la direction de Daniel Dumont (ULB) et de Julie Ringelheim (UCL) et dont les membres du Jury sont Benoit Bayenet (ULB), Marc Bourgeois (ULiège), Cédric Jenart (UAntwerpen), Dirk Luyten (Archives de l'État) et Dimitri Yernault (ULB).

Avril – Juillet
2022

3.3 McGill University, séjour de recherche sur le financement des entités fédérées dans les pays fédéraux sous la supervision de Johanne Poirier, lauréat de la bourse Mitacs.

Juillet 2016 –
Octobre 2018

3.4 Centre de droit public de l'ULB, chercheur dans le cadre de recherches appliquées.

- Chercheur principal, sous la dir. de Daniel Dumont, chargé du volet juridique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute sur la « Semaine de quatre jours : étude économique, juridique et organisationnelle, couplée à un projet de recherche-action », pour le compte du Service public régional de Bruxelles (direction générale Bruxelles Économie et Emploi).

Rapport final : L. RIGAUX, D. DUMONT, M. FONTAINE, R. PLASMAN, I. TOJEROW, E. MARTINEZ, T. HAUSMANN, C. VANROELEN et B. JANSSENS, *Étude économique et juridique de la faisabilité d'une réduction du temps de travail en Région de Bruxelles-Capitale et recherche-action à Bruxelles-Propreté*, Bruxelles, Brussels Studies Institute, 2018, 273 p. (prise en charge de la partie « Étude de la faisabilité juridique d'une réduction du temps de travail des personnes peu ou non qualifiées en Région de Bruxelles-Capitale », pp. 30 à 136).

- Chercheur principal, sous la direction de Daniel Dumont, chargé de la rédaction d'un avant-projet d'ordonnance, exposé des motifs et commentaire des articles compris, relative à l'aide et à l'intégration des personnes sans-abri en région bruxelloise pour le compte de la Commission communautaire commune, en concertation avec les cabinets ministériels en charge de l'Aide aux personnes et les acteurs de terrain.

Texte final : avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans-abri (devenu, après modifications, *Doc. parl.*, Parlement bruxellois, sess. 2017-2018, n° B/109).

- Chercheur, sous la dir. d'Emmanuel Slautsky, en charge d'un rapport portant sur l'articulation des rôles respectifs de la Commission de la protection de la vie privée et des autorités régionales et communautaires de contrôle de l'utilisation des données personnelles, à la lumière des règles constitutionnelles relatives à la répartition des compétences.

4. Participation à des colloques, des missions d'expertise et des conférences

4.1 Participation à des colloques scientifiques

- L. RIGAUX, « Les relations entre l'autorité fédérale et les entités fédérées dans la gestion de la crise sanitaire », *La réponse belge à la crise du Covid-19 au regard du droit public : quelles leçons pour l'avenir*, 18 mai 2021.
- L. RIGAUX, « The impact of the Covid-19 on federal government and the Belgian parliaments », *Social and institutional challenges in transformational times*, Young Legal Researchers Conference, E-conference organisée par UHasselt, 21 décembre 2020.
- L. RIGAUX, « L'impact du Covid-19 sur le gouvernement fédéral et les parlements », *Le Covid face au droit*, E-conference organisée par Anthémis, 26 novembre 2020.
- L. RIGAUX et B. FIELD, « Minority government : why and why not ? », *Re-Bel Initiative*, P. Van Parijs et P. De Grauw (dir.), Webinar, 17 septembre 2020.
- L. RIGAUX et Q. PEIFFER, « L'impact du fédéralisme belge sur la démocratie », *Colloque d'anniversaire des 40 ans du Centre de droit public de l'ULB : 40 ans de démocratie(s)*, ULB, 21 novembre 2019.

- L. RIGAUX, *Pour que le Sénat devienne le véritable lieu de coordination multipolaire du fédéralisme belge*, in UCL, UGent, ULg, VUB, Université St-Louis, *Quelle constitution après 2019*, 11 janvier 2019.

4.2 Participation à des missions d'expertise

- L. RIGAUX, « La circonscription électorale unique, les sénateurs tirés au sort et le référendum d'initiative citoyenne », *Audition d'experts au Parlement de la jeunesse*, en présence de C. Berhendt et P. Van Parijs, Sénat, 25 février 2020.
- L. RIGAUX, « Le contrôle du Parlement sur les actes posés en affaires courantes », *Matinée d'études du groupe Défi*, en présence de N. Bernard, C. Berhendt, et A.-S. Ranson, Chambre des représentants, 29 novembre 2019.
- Membre du jury d'évaluation des candidats pour le poste de Directeur général de la commune de Fleurus, chargé des questions relatives au droit constitutionnel, mai-septembre 2018.

4.3 Participation à des conférences

- (à venir) L. RIGAUX, « Le contrôle des dépenses électorales lors des élections communales », *Les jeudis électoraux du Centre de droit public et social*, ULB, 26 septembre 2024.
- L. RIGAUX, « Impasse politique en Belgique ? », *Midi-Librex*, ULB, 28 septembre 2020.
- L. RIGAUX, « Le vote obligatoire en Belgique, gage de démocratie ? », *Présence et Action culturelle*, 22 mai 2019.

5. Publications

5.1 Direction d'ouvrages

- J. Pieret et L. Rigaux (dir.), *Miscellanées démocratiques. Actes du colloque tenu à l'occasion du 40e anniversaire du Centre de droit public de l'ULB, e-legal. Revue de droit et de criminologie de l'ULB, 2023/7*, disponible sur <https://e-legal.ulb.be/>.

5.2 Parties d'ouvrages collectifs

- J. PIERET et L. RIGAUX, « Présentation du dossier » in J. Pieret et L. Rigaux (dir), *Miscellanées démocratiques. Actes du colloque tenu à l'occasion du 40e anniversaire du Centre de droit public de l'ULB. Revue de droit et de criminologie de l'ULB, 2023/7*, disponible sur <https://e-legal.ulb.be/>.
- L. RIGAUX et Q. PEIFFER, « L'impact du fédéralisme sur la représentation démocratique en Belgique », in J. Pieret et L. Rigaux (dir), *Miscellanées démocratiques. Actes du colloque tenu à l'occasion du 40e anniversaire du Centre de droit public de l'ULB, e-legal. Revue de droit et de criminologie de l'ULB, 2023/7*, disponible sur <https://e-legal.ulb.be/>.
- L. RIGAUX, « La politique fiscale belge en temps de crise. De la Première Guerre mondiale à la crise du Covid-19 : une solidarité à rebours dans les modes de financement ? », in M. Uyttendaele et S. Parsa, *La pandémie de Covid-19 face au droit*, vol. II, Limal, Anthémis, 2022, pp. 115-158.
- L. RIGAUX et M. UYTTENDAELE, « Les relations entre l'autorité fédérale et les entités fédérées dans la gestion de la crise sanitaire », in F. Bouhon, E. Slautsky et S. Wattier, *La réponse belge à la crise du Covid-19. Quelles leçons pour l'avenir ?*, Liège, Larcier, 2022, pp. 141-177.
- L. RIGAUX et M. UYTTENDAELE, « L'impact du Covid-19 sur le gouvernement fédéral et les parlements », in S. Parsa et M. Uyttendaele (dir.), *La pandémie de Covid-19 face au droit*, vol. I, Limal, Anthémis, 2020, pp. 43-78.
- J. DE WILDE D'ESTMAEL et L. RIGAUX, « Le champ d'application de loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (art. 2) », in E. Dermine et V. Vannes (coord.), *Les 50 ans de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires*, Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2018, pp. 79-144.

5.3 Articles scientifiques

- (à venir) L. RIGAUX et D. DUMONT, « Vingt-cinq ans d'assurance dépendance en Flandre (1999-2024) : état des lieux d'une législation sociale méconnue », *Revue belge de sécurité sociale*, en voie de finalisation, approximativement 90 p.
- (à venir) L. RIGAUX, « Les conflits d'intérêts entre les parlements des partenaires de l'État fédéral », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2024, en voie de finalisation, approximativement 175 p.
- L. RIGAUX, « Le financement des mesures de soutien durant la crise énergétique – L'État fédéral galvaude-t-il les leviers de l'Union européenne ? », *J.T.*, 2023/16, pp. 261-271.
- L. RIGAUX, « Les pouvoirs du gouvernement en affaires courantes et ses rapports avec le parlement », *Revue belge de droit constitutionnel*, 2020/3, pp. 351-380.
- L. RIGAUX et A. MAYENCE, « L'accès aux tribunes électorales audiovisuelles en campagne électorale », *Administration publique trimestrielle*, 2020/1, pp. 47-70.
- L. RIGAUX, « Pour une réforme du Sénat. La chambre des entités fédérées, véritable lieu de coordination multipolaire et de pacification du fédéralisme belge », *Chroniques de droit public*, 2019/2 (publié le 4 janvier 2021), pp. 381-394.
- L. RIGAUX, « Les gouvernements minoritaires en Belgique. Leur formation et l'étendue de leur pouvoir au regard de leur légitimité démocratique », *Revue belge de droit constitutionnel*, 2019/4, pp. 337-394.

5.4 Working papers

- (à venir) L. RIGAUX, « Le contrôle des dépenses électorales durant les élections communales », *Justice en ligne*, octobre 2024.
- L. RIGAUX, « Financement de crise : le gouvernement De Croo peut dire merci à l'Union européenne », *Politique. Revue belge d'analyse et de débat*, 16 mai 2023, disponible sur <https://www.revuepolitique.be/financement-de-crise-le-gouvernement-de-croo-peut-dire-merci-a-lunion-europeenne/>.
- L. RIGAUX, « Le contrôle parlementaire des actes posés en affaires courantes », *Les Focus du Centre d'études Jacques Georgin. Actes du colloque à la Chambre des représentants le 29 novembre 2019, 2020/15*, disponible sur <https://www.cejg.be/focus-affaires-courantes-actes-du-colloque-organise-par-le-ceg-le-29-novembre-2019/>, pp. 35-60.
- L. RIGAUX, « Qui va financer la crise du COVID-19 ? Saisir l'opportunité pour revoir notre contrat social », *Carnet de crise du Centre de droit public de l'ULB*, 22 avril 2020, disponible sur <https://droit-public.ulb.ac.be/recherche/carnet-de-crisecovid-19/>.
- L. RIGAUX, « L'enjeu démocratique des gouvernements minoritaires », *Carnet de crise du Centre de droit public de l'ULB*, 9 avril 2020, disponible sur <https://droit-public.ulb.ac.be/recherche/carnet-de-crisecovid-19/>.
- L. RIGAUX, « Historique des gouvernements minoritaires en Belgique de 1830 à aujourd'hui : une solution de crise », *Carnet de crise du Centre de droit public de l'ULB*, 8 avril 2020, disponible sur <https://droit-public.ulb.ac.be/recherche/carnet-de-crisecovid-19/>.
- L. RIGAUX, « Le Conseil d'État annule les redevances pour les étrangers demandeurs de séjour : quelles différences entre la redevance et l'impôt ? », *Justice en ligne*, 17 décembre 2019, disponible sur <http://www.justice-en-ligne.be/article1249.html>
- L. RIGAUX, « Vertus et limites du RIC. Une désaliénation politique qui gagne du terrain », *Bruxelles Laïque Echos*, septembre 2019, pp. 29-33.

5.5 Activités de vulgarisation

- Débat télévisuel avec S. Rohonyi, C. Van Achter et Mathieu Bihet, « Versus : Voter dès 16 ans, une bonne idée ? », *BX1*, 11 octobre 2023, disponible sur <https://bx1.be/emission/versus-voter-des-16-ans-une-bonne-idee/>.
- Interview, « Le calvaire d'Hadja Lahbib prolongé jusque jeudi : le gouvernement va-t-il tomber ? », *7sur7*, 27 juin 2023, disponible sur <https://www.7sur7.be/belgique/le-calvaire-d-hadja-lahbib-prolonge-jusque-jeudi-le-gouvernement-va-t-il-tomber~a99df21e/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>.
- Interview, « La procédure de retour d'Olivier Vandecasteele viole-t-elle l'État de droit et la Constitution ? », *D'Office Twitch Media*, 8 juin 2023, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=1rgw3WSPUBg>.
- Interview, « La Fédération Wallonie-Bruxelles continue à financer des associations francophones en Flandre : est-ce anticonstitutionnel ? », *RTBF.be*, 10 mai 2023, disponible sur <https://www.rtbf.be/article/la-federation-wallonie-bruxelles-continue-a-financer-des-associations-francophones-en-flandre-est-ce-anticonstitutionnel-11193059>.
- Interview, « Un espoir pour Olivier Vandecasteele emprisonné en Iran », *RTL Info 13h et 19h*, 4 mars 2023.
- Interview, « Non, non, non, le Sénat n'est pas mort », *La Libre Belgique*, 7 mars 2022, disponible sur <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2022/03/07/non-non-non-le-senat-nest-pas-mort-N7DVNRTMWRA4VD5RHUMM2B2PBU/>.
- Interview, « Une élue communale saint-gilloise démissionne et rejoint le parti de Marine Lepen », *La Capitale*, 6 juillet 2021, disponible sur <https://lacapitale.sudinfo.be/805656/article/2021-07-06/une-elue-communale-saint-gilloise-demissionne-et-rejoint-le-parti-de-marine>.
- Interview, « Faut-il obliger les étudiants à se faire vacciner ? Réponse des universités, d'un constitutionnaliste et d'une bioéthicienne », *Mediquality*, 10 mai 2021, disponible sur <https://www.mediquality.net/be-fr/news/article/23855192/faut-il-obliger-les-etudiants-a-se-faire-vacciner->.

- Interview, « Le couvre-feu pourrait-il être suspendu en Belgique », *La Libre Belgique*, 17 février 2021, p. 5.
- Interview, « De quel droit le gouvernement m'empêcherait-il de voyager ? », *Le Soir*, 22 janvier 2021, disponible sur <https://plus.lesoir.be/350487/article/2021-01-21/de-quel-droit-le-gouvernement-mempecherait-il-de-voyager>.
- Interview, « La crise de la démocratie représentative en Belgique : de méfiance citoyenne à solutions participatives », *Calepin Laïcité Brabant-wallon*, n°100 « Liberté-Egalité-Solidarité », décembre 2020, p. 13.
- Interview, « La sécurité sociale belge : une vielle dame solidaire en manque de moyens », *Calepin Laïcité Brabant-wallon*, n°100 « Liberté-Egalité-Solidarité », décembre 2020, p. 42.
- Interview, « Qui est Alexandre de Croo, le nouveau Premier ministre belge ? », *Ouest France*, 30 septembre 2020.
- Débat télévisuel avec R. Van Cauwelaert et R. Lebrun, « Émission spéciale. Direct et décryptage du second rapport royal du duo Bart De Wever et Paul Magnette », *Les News 24*, 8 août 2020.
- Interview, « A quoi sert le Conseil d'État, au cœur de la bataille politique », *La Libre Belgique*, 17 juillet 2020, p. 5.
- L. RIGAUX, « Les discriminations par l'interdiction du don de sang des hommes homosexuels », *YouTube*, 16 mai 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=0al-kDOiE6s&t=19s>.
- Interview, « Avantage à l'État fédéral », *Le Vif*, 7 mai 2020, pp. 51-54.
- L. RIGAUX, « Covid-19 : La fermeture des restaurants respecte-t-elle les droits fondamentaux ? », *YouTube*, 4 mai 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=uycm2Dyzlgg&t=6s>.
- Débat télévisuel avec B. Colmant, D. Clarinval et K. Bertrams, « Qui va financer la crise du Covid-19 ? », *Les News 24*, 28 avril 2020.
- L. RIGAUX, « Les restrictions aux droits fondamentaux - Quand sont-elles admises ? », *YouTube*, 27 avril 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=CLAtNDRs0tM&t=19s>.

- L. RIGAUX, « Qui va financer la crise du Covid-19 ? Les situations d'après-guerre peuvent inspirer les responsables politiques », *La Libre Belgique*, 17 avril 2020.
- Interview, « Un gouvernement minoritaire et de pouvoirs spéciaux », *BX 1*, 19 mars 2020.
- Interview, « Un gouvernement minoritaire, est-ce la solution au fédéral ? », *La Libre Belgique*, 12 mars 2020, p. 9.
- Débat télévisuel avec O. Martins, « Comment fonctionne l'immunité parlementaire », *Les News 24*, 13 février 2020.
- Interview, « L'impact du fédéralisme sur la formation d'une majorité gouvernementale au fédéral », *Journal de 9h sur Bel RTL*, 2 février 2020, disponible sur <https://www.rtl.be/belrtl/video/735072.aspx>.
- Interview, « 50 ans de fédéralisme », *L'édition de la rédaction sur Arabel*, 9 janvier 2020.
- L. RIGAUX, « Dans quel État vivent les Belges ? 50 ans après la première réforme de l'État », *12 mois 12 experts (ULB)*, 17 décembre 2019, disponible sur <https://bit.ly/34wyY8G>.
- Débat télévisuel avec X. Minny, « L'affaire Delphine Boël et de la donation royale », *Les News 24*, 29 novembre 2019, 19h-19h30.
- Interview, « La faisabilité d'une taxation kilométrique à Bruxelles », *Journal radio de 8h sur Judaica*, 30 août 2019.
- Interview, « La faisabilité juridique d'une taxation kilométrique à Bruxelles pose question : Sans l'accord des autres régions, il sera difficile d'avancer », *La Libre Belgique / La Dernière Heure*, 29 août 2019, disponible sur <https://bit.ly/2KZYbSw> et <https://bit.ly/2qNc5Qv>.
- Interview, « Un gouvernement minoritaire ? Ça serait loin d'être une première », *Le Soir*, 3 juin 2019, p. 9.

6. Activités pédagogiques

2017 – 2024

Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, assistant chargé du cours de « Droit constitutionnel et de droits et libertés » sous la direction de M. Uyttendaele et A. Schaus.

- Cinq fois 24 heures de cours pratique à l'attention des étudiants de deuxième bachelier.
- Cours visant, d'une part, à aider les étudiants à comprendre les principaux mécanismes juridiques du droit constitutionnel et des droits et libertés et, d'autre part, à les aider à manipuler leurs connaissances dans le cadre de travaux côtés.

2017 – ...

Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, suppléance de M. Uyttendaele pour des cours de droit constitutionnel.

- Huit cours sur le bicaméralisme et plus particulièrement sur le Sénat (2017-2024)
- Un cours sur les finances publiques (2024).
- Quatre cours sur les compétences territoriales des communautés et régions (2019-2022).
- Un cours sur la fonction normative (2019).
- Un cours sur la problématique de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde (2018).
- Un cours sur l'ordre judiciaire et la théorie de l'objet véritable du recours (2018).

Octobre –
novembre 2013

Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, étudiant assistant en charge du « Séminaire de méthodologie juridique et d'initiation à la recherche en droit ».

- 30 heures de cours à l'attention des étudiants de deuxième bachelier.
- Cours portant sur l'aide à l'écriture de travaux juridiques et sur les méthodes de recherche dans le domaine de la science juridique.

7. Autres expériences professionnelles

- Décembre 2018** **ToekomstATELIERdelAvenir (TADA), cours d'« introduction à la magistrature » pour des enfants de 10 à 12 ans.**
- Aout 2015** **Cabinet d'avocats Stibbe, stagiaire en droit administratif et droit public sous la direction de Bruno Lombaert.**
- Rédaction d'une consultation juridique relative au régime fiscal pesant sur les intercommunales.
- Octobre - novembre 2013** **Cabinet du ministre fédéral des Entreprises publiques, stagiaire.**
- Chargé de la rédaction d'un projet de loi relatif à la réforme des entreprises publiques autonomes.
- Septembre 2012** **Fédération des étudiants francophones (FEF), conseiller juridique.**
- Conseils juridiques aux étudiants.
 - Rédaction de recours auprès du Conseil d'État.
- Aout 2011** **Cabinet d'avocats Uyttendaele-Gérard, chargé de la codification du Code wallon de l'action sociale et de la santé, sous la direction d'Anne Feyt.**

8. Participation à l'administration de l'ULB

- 2017 - 2020** **Conseil facultaire de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, membre du corps scientifique.**
- Gestion de la politique facultaire.
- Commission des finances de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, membre du corps scientifique.**
- Suivi de la gestion financière de la Faculté et membre de la Commission finance.
- 2013 - 2014** **Conseil académique de l'ULB, membre étudiant.**
- Gestion de la politique académique et de la recherche scientifique de l'ULB.

Bureau des étudiants administrateurs de l'ULB, responsable des relations publiques et de la Plateforme « Qualité et refinancement public de l'enseignement ».

- Communication avec les étudiants et la presse.
- Sensibilisation des étudiants à propos du financement des universités.
- Organisation de la manifestation du 2 avril 2014 pour le refinancement de l'enseignement.

Conseil interuniversitaire de la Communauté française (actuelle ARES), représentant étudiant.

- Coordination entre les universités de la Communauté française.
- Intermédiaire entre les universités et le ministre de l'Enseignement supérieur.

2010 - 2014

Conseil facultaire de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, représentant étudiant.

9. Engagements divers

2018 - 2024

Commune d'Etterbeek, conseiller communal.

- Commune de +ou- 50.000 habitants.

PS-Vooruit +, chef de groupe au Conseil communal d'Etterbeek.

Zone de police Montgomery, conseiller de police.

- Zone de police englobant Etterbeek, Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Lambert (+ou- 150.000 habitants).

2020 - 2024

Commission d'attribution des logements d'Etterbeek, membre.

- Avis soumis au Bourgmestre et échevins relatifs à des dérogations, mutations et radiation concernant des candidats à des logements sociaux

Mission locale pour l'emploi, administrateur et membre du Bureau exécutif.

- ASBL de droit public de +ou- 50 travailleurs.
- Accueille et accompagne les personnes en recherche d'emploi vers une formation ou un nouvel emploi.

2011 - 2019

Respublicae.be, fondateur et administrateur (www.respublicae.be).

- Création d'un réseau social d'entraide pour tous les étudiants de l'ULB
- Plus de 60.000 utilisateurs et 15.000 fichiers.

10. Prix

- 2018** Lauréat « Question pour un Juriste interuniversitaire », ELSA.
- 2015** Lauréat du « Stibbe Moot Court », Récompense du meilleur stagiaire plaideur, Cabinet d'avocats Stibbe.